

**COMPTE RENDU DE LA SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE L'HERMITAGE EN DATE 06 OCTOBRE 2020**

L'an deux mille vingt, le six octobre 2020 à vingt heures et cinq minutes, le Conseil municipal de la Commune de L'HERMITAGE s'est réuni en session ordinaire au nombre prescrit par la loi à la Salle Xavier Grall sous la présidence de monsieur André CHOUAN, Maire, après avoir été convoqué le trente septembre conformément aux dispositions des articles L 2121-10 et 2121-12 du Code général des collectivités territoriales. La convocation et l'ordre du jour ont été affichés à la porte de la Mairie le deux septembre deux mille vingt.

Nombre de conseillers en exercice: 27

Nombre de conseillers présents: 24 puis 25 (à 20h15)

Nombre de conseillers votants: 26 puis 27 (à 20h15)

Date d'affichage des délibérations.....:

Présents : M. CHOUAN, Maire, Mme GUITTENY, M. GAUTRAIS, Mme DAOULAS, M. ECOLLAN, Mme FAUDE, M. PENHOUE, adjoints, Mme LEMOINE, M. BOURGEOIS, M. POISLANE, M. TILLON, Mme JOUET, M. DUGUE, M. JOUANNY-RAMEY, Mme LE PAGE, Mme PREIS, Mme COLLIAUX, M. FERRÉ, Mme GUYOMARD, M. DEVALAND, Mme M. FRIN, Mme BRIELLE, Mme JUET, Mme BIDAUX, et M. KERGASTEL.

Absents excusés : Mme GÉRARD (pouvoir à M. CHOUAN), M. LAMY (pouvoir à Mme BIDAUX)

Mme JOUET a été élue secrétaire de séance conformément à l'article L. 2121-15 du Code général des collectivités territoriales.

DELIBERATION 2020 – VIII - 01 – FONCTION PUBLIQUE – SERVICES TECHNIQUES – MISE EN PLACE D'UN CONTRAT D'APPRENTISSAGE POUR LA PREPARATION DU BACCALAUREAT PROFESSIONNEL OPTION « TRAVAUX D'AMENAGEMENTS PAYSAGERS »

(Rapporteur : M. Le Maire)

Il est rappelé que la Loi n° 92-675 du 17 juillet 1992 a ouvert au secteur public non industriel et commercial la possibilité de conclure des contrats d'apprentissage.

Dans le cadre de la loi et des différents textes venus la préciser, Il est proposé la conclusion d'un contrat d'apprentissage en vue de la formation d'un apprenti pour le BAC PRO option « Travaux d'aménagements paysagers » aux services techniques. Ce contrat prendra effet le 7 octobre 2020.

L'élève a le statut de salarié conféré par un contrat de droit privé passé en application du Code du travail. Il bénéficie à cet effet d'une rémunération et d'une couverture sociale selon le régime général. En matière de rémunération, le montant versé par l'employeur est fixé par la législation du contrat d'apprentissage, à savoir :

- Jusqu'à 17 ans : 27 % du SMIC la 1^{ère} année de formation
: 39 % du SMIC la 2^e année de formation
: 55 % du SMIC la 3^e année de formation
- De 18 à 20 ans : 43 % du SMIC la 1^{ère} année de formation
: 51 % du SMIC la 2^e année de formation
: 67 % du SMIC la 3^e année de formation
- 21 ans et plus : 53 % du SMIC la 1^{ère} année de formation
: 61 % du SMIC la 2^e année de formation
: 78 % du SMIC la 3^e année de formation

En outre pour les apprentis du secteur public, ces pourcentages sont majorés de 10 points lorsque l'apprenti prépare un diplôme de niveau IV (Baccalauréat ou brevet professionnel) et de 20 points lorsqu'il prépare un diplôme de niveau III (BTS, DUT).

Enfin, il appartient à la Commune de désigner un agent faisant fonction de maître d'apprentissage. Cet agent bénéficie d'une bonification indiciaire mensuelle de 20 points majorés.

Il est proposé au Conseil municipal, après en avoir délibéré :

Vu la Loi n°92-675 du 17 juillet 1992 modifiée portant diverses dispositions relatives à l'apprentissage, à la formation professionnelle et modifiant le code du travail ;

- d'autoriser M. le Maire à conclure un contrat d'apprentissage en vue de la formation d'un élève en contrat d'apprentissage pour le BAC PRO « Travaux d'aménagements paysagers » aux services techniques à compter du 7 octobre 2020 ;
- d'indiquer que ce contrat est établi pour une durée de deux ans;
- d'ajouter que l'agent désigné en qualité de maître d'apprentissage percevra une bonification indiciaire de 20 points majorés ;
- de préciser que les crédits nécessaires à la rémunération de l'élève en apprentissage ainsi que les crédits nécessaires à la bonification indiciaire de l'agent communal sont inscrits au budget principal aux articles et chapitres prévus à cet effet.

(Votants : 26)

Abstention : 0

Contre : 0

Pour : 26

DELIBERATION 2020 – VIII – 02 – AMENAGEMENT DU TERRITOIRE - CONVENTION DE CONCESSION – ZONE D'AMENAGEMENT CONCERTÉ DU CENTRE AUX MARES NOIRES – COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE 2019 – SEM TERRITOIRES ET DEVELOPPEMENT.

(Rapporteur : Mme GUITTENY)

Par délibération n°06-093 en date du 17 novembre 2006, le Conseil Municipal a approuvé la concession d'aménagement avec la société TERRITOIRES & DEVELOPPEMENT relative à l'opération Zone d'Aménagement Concertée (ZAC) du Centre aux Mares Noires.

Cette convention d'aménagement fixe les modalités de réalisation et les conditions de financement des études opérationnelles, des acquisitions foncières et des travaux d'aménagement.

Dans son article 17, la concession d'aménagement :

- indique que, pour permettre au concédant d'exercer son droit à contrôle comptable application de l'article 5.II de la loi n°83-597 du 07 juillet 1983 que les sociétés d'Economie mixte locales, le concessionnaire doit tenir sa comptabilité de manière à faire apparaître distinctement les comptes propres à l'opération concédée ;
- précise que la société d'aménagement « TERRITOIRES & DEVELOPPEMENT » adresse, pour examen à la Commune, un compte rendu annuel comportant notamment en annexe :
 - Le bilan prévisionnel global et actualisé des activités, objet du contrat, faisant apparaître, d'une part l'état des réalisations en recettes et en dépenses et, d'autre part, l'estimation des recettes et dépenses restant à réaliser, établies en fonction des conditions économiques de l'année en cours, ainsi que, éventuellement la charge résiduelle en résultant pour le concédant, en application de l'article 5.II-a de la loi précitée du 07 juillet 1983 ;
 - Le plan global de la trésorerie actualisé faisant apparaître l'échéancier des recettes et des dépenses, en application de l'article 5.II-b de la loi précitée du 07 juillet 1983 ;
 - Une note de conjoncture sur les conditions physiques et financières de réalisation de l'opération en cours de l'exercice écoulé comparées aux prévisions initiales et portant sur les prévisions de l'année à venir.

A cet effet, le bilan de la ZAC du Centre aux Mares Noires arrêté au 31 décembre 2019 est présenté au Conseil municipal.

Les trois parties de ce bilan se décomposent notamment comme suit :

1. Avancement physique de l'opération au 31 décembre 2019 :

Le programme global de la ZAC se décompose ainsi :

- 475 logements d'initiative publique
- 76 logements d'initiative privée
- 1 235 m² de SU de surfaces de commerces
- 6 370 m² de surface cessible pour des activités économiques

Le programme des logements en initiative publique évolue à la baisse par rapport au bilan au 31/12/2018 : 30 logements prévus sur la parcelle AC 11 (foncier PINIER) seront réalisés en initiative privée.

Le programme des logements en initiative privée évolue à la hausse par rapport au bilan au 31/12/2018 avec 55 logements supplémentaires envisagés :

- 30 logements collectifs sur la parcelle AC 11 Rue du Lavoir,
- 25 logements collectifs sur les parcelles AB 172-173 Rue de Rennes et Dugueslin.

a) Les acquisitions foncières : en 2019, la parcelle AC 15 (foncier HAMON Rue de la Poste) a été acquise. A la fin de l'année, 83 % des dépenses HT liées aux acquisitions foncières sont réalisées soit un montant de 2.456.529 € HT (92 % des terrains sont maîtrisés à ce jour).

b) Etudes : les études de projet se sont poursuivies sur le secteur avec les différents constructeurs (îlots 19 et 21-22-23).

230 logements d'initiative publique ont été livrés, 32 logements sont en chantier, les permis de construire ont été obtenus pour 58 logements (démarrage des chantiers prévu en 2020) et 130 logements sont en étude de permis de construire.

c) Travaux : en 2019, les travaux ont concernés essentiellement les aménagements définitifs des rues de l'Echange et de Galerne, les branchements des projets d'initiative privée et les démolitions de bâtiments communaux (ancien foyer communal rue de la Poste et anciennes caserne et cantine rue du Presbytère).

Les travaux réalisés au 31 décembre 2019 représentent 4.588.051 € HT (72 % des travaux HT).

d) Commercialisation : en 2019, deux ventes ont eu lieu :

- l'îlot 18 à la SCCV PHILEAS (Cap Accession),
- la longère de la parcelle AB 500 au 42 rue de Montfort à des particuliers (Messieurs Pinsault).

Les ventes réalisées au 31 décembre 2019 représentent 6.430.944 € HT (60 % des cessions HT).

2. Le bilan financier de l'opération :

Le bilan financier comporte l'actualisation du bilan au 31 décembre 2019, les réalisations au 31 décembre 2019, les prévisions pour les années 2020 à 2021, ainsi que le nouveau bilan prévisionnel de l'opération, arrêté à 13599.452 € TTC en dépenses et recettes.

Le bilan financier au 31/12/2019 est établi sur l'hypothèse de deux programmes d'initiative privée de logements collectifs. Cela permet de compenser une baisse de constructibilité sur les îlots d'initiative publique. L'équilibre financier du bilan actualisé au 31/12/2019 et la prise en charge des coûts d'aménagement des voiries structurantes existantes reposent sur les recettes de participation des programmes d'initiative privée.

- a) Les postes de dépenses comprennent les frais d'études, les acquisitions, les honoraires, les travaux, les impôts, les frais de communication, les frais divers, les frais financiers et la TVA.
Les dépenses réalisées au 31 décembre 2019 s'élèvent à 9.921.978 € TTC, soit 73 % du prévisionnel.
- b) Les recettes proviennent notamment des cessions de charges foncières, des cessions de terrains, des participations au coût des équipements publics, des participations communales et des remboursements prévus dans les conventions de réalisation et de remise d'ouvrage avec ENEDIS.
Les encaissements au 31 décembre 2019 s'élèvent à 7.901.685 € TTC, soit 58 % du prévisionnel.
- c) Les variations entre ce bilan et le bilan précédent, approuvé le 10 septembre 2019, sont :

En dépenses :

- Une augmentation des postes travaux (+ 364.225 € HT), rémunérations aménageur (+ 11.944 € HT) et aléas sur bilan (+ 28.080 € HT).
- Une diminution du poste des postes études (- 50.723 € HT) et acquisitions (- 285.080 € HT).

En recettes :

- Une augmentation du poste participation des constructeurs (+ 559.073 € HT).
- Une diminution du poste charges foncières (- 507.696 € HT).
- La participation d'équilibre (221.000 € HT) reste stable et représente 1,8% du bilan HT. Elle a été appelée en 2014 pour la part communale (aménagement de la Place Saint-Avit et du bassin de rétention).

3. L'échéancier prévisionnel, la trésorerie et les moyens de financement :

La trésorerie s'établit à fin 2019 à -1.115.799 €, en dégradation par rapport à fin 2018.

Il est proposé au conseil municipal, après en avoir délibéré de :

- prendre acte du bilan de fonctionnement de l'opération d'aménagement de la ZAC du Centre aux Mares Noires ;
- accepter le compte rendu annuel à la Collectivité adressé pour la ZAC du Centre aux Mares Noires arrêté au 31.12.2019, tel que présenté.

(Votants : 27)

Abstention : 0
Contre : 0
Pour : 27

DELIBERATION 2020 – VIII – 03 - AMENAGEMENT DU TERRITOIRE – ETUDE D'URBANISATION DU SECTEUR SUD AGGLOMERATION – CLOTURE DU MANDAT D'ETUDES S.P.L.A. TERRITOIRES PUBLICS – QUITUS - DELEGATION AU MAIRE

(Rapporteur : Mme GUITTENY)

Par délibération n° 2017-VIII-02 en date du 3 octobre 2017, la Commune a confié à la S.P.L.A. Territoires Publics un mandat d'études préalables pour le développement et l'urbanisation du secteur situé au sud de l'agglomération.

Dans le cadre de cette opération, le montant des dépenses à engager par le mandataire pour la réalisation des études avait été évalué à 144 000.00 € TTC et la rémunération du mandataire à 37 620.00 € TTC, soit un total pour ce mandat d'études de 181 620.00 € TTC.

Ces études sont aujourd'hui achevées et les comptes ont été arrêtés à la somme de 38 601.88 € TTC au titre de la rémunération du mandataire de l'étude et de 117 038.90 € TTC pour les dépenses aux tiers, soit un total de 155 640.78 € TTC.

Conformément au contrat de mandat d'études, la S.P.L.A. Territoires publics sollicite le quitus à la convention de mandat.

Il est proposé au conseil municipal, après en avoir délibéré de :

- constater l'achèvement des études relatives à l'étude de cadrage pour l'urbanisation du secteur Sud agglomération confiées par délibération n°2017-VIII-02 du 3 octobre 2017 à la S.P.L.A. Territoires Publics ;
- arrêter les comptes de ce mandat à la somme de 155 640.78 € TTC ;
- approuve le quitus donné à la S.P.L.A. Territoires Publics pour le mandat d'études préalables en vue du projet d'urbanisation au Sud de l'agglomération ;
- donner délégation à M. le Maire pour signer tous actes nécessaires à l'exécution de cette décision.

(Votants : 27)

Abstention : 0
Contre : 0
Pour : 27

DELIBERATION 2020-VIII-04 – DOMAINE PUBLIC – Z.A.C DU CENTRE AU MARES NOIRES – PARC DE STATIONNEMENT EUGÈNE ALLANIC - DECLASSEMENT EN VUE D'UNE AUTORISATION OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC - DELEGATION AU MAIRE

(Rapporteur : Mme GUITTENY)

Par délibération n° 06-093, en date du 17 novembre 2006, la commune de L'Hermitage a approuvé la concession d'aménagement avec la société Territoires et Développement relative à la ZAC dite « Centre aux Mares Noires ».

Par délibération n°2014 – VIII – 04 du 2 septembre 2014, la commune de L'Hermitage a prorogé la concession d'aménagement avec la société Territoires et Développement relative à la ZAC dite « Centre aux Mares Noires » jusqu'au 31 décembre 2021.

Par ailleurs, RENNES METROPOLE a engagé les études préalables à la réalisation d'une zone d'activités économiques dite « ZAE Margat », à l'occasion de laquelle il est prévu la création d'un nouvel accès pour les véhicules lourds au site de production de la Société Laitière de L'Hermitage. Cet accès se fait aujourd'hui par la place de la Gare.

Ces différentes opérations et objectifs publics entraînant une modification de l'environnement du site de production de la Société Laitière de L'Hermitage, cette dernière a été incitée à faire évoluer la conception des accès audit site.

Afin de permettre une pérennité de l'activité économique et une évolution fonctionnelle et sécuritaire desdits accès pour toutes les parties, la société LACTALIS INVESTISSEMENTS, propriétaire du site, a donc sollicité auprès de la commune pour le compte de la SOCIÉTÉ LAITIÈRE DE L'HERMITAGE, société exploitante, une occupation temporaire d'une partie du parc de stationnement Eugène Allanic qui jouxte son site de production.

Dans ce contexte, la commune réaffirme un objectif d'apaisement de la circulation et de réaménagement de certaines zones de stationnement dans son centre-bourg, notamment place de la Gare. Pour ce faire, il est rappelé qu'au titre des pouvoirs de police du maire, la commune dispose du moyen de réglementer (notamment par arrêté municipal temporaire ou permanent) l'accès des véhicules lourds sur tout ou partie de la voirie sur son territoire.

Il est précisé que la totalité du parc de stationnement Eugène ALLANIC est localisée sur des immeubles dont la commune est propriétaire.

Après plusieurs échanges sur la faisabilité d'une telle demande, une division foncière a été réalisée afin de déterminer une emprise de 1 921 m² pouvant accueillir jusqu'à 64 véhicules légers. Cette emprise est précisée dans le projet de convention d'occupation temporaire jointe en annexe de la présente délibération. Elle porte sur les parcelles cadastrées suivantes :

- AC n° 210 (pour partie)
- AC n° 253 (pour partie)
- AC n° 255
- AC n° 260 (pour partie)
- AC n° 263 (pour partie)

Par décision en date du 1er octobre 2020, RENNES METROPOLE, compétente en matière de voirie, a constaté la désaffectation de cette emprise de stationnement suite à sa fermeture aux véhicules motorisés en date du 30 septembre 2020.

Il convient à présent que la commune déclasse cette emprise par une délibération, dispensée d'enquête publique en application de l'article L 141-3 du Code de la voirie routière, car l'opération envisagée n'a pas pour conséquence de porter atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées par la voie.

Ce déclassement doit permettre ensuite à la commune de délivrer une autorisation d'occupation temporaire selon les termes du projet présenté en annexe de la présente délibération.

Il est proposé au conseil municipal, après en avoir délibéré de :

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques, notamment l'article L 2141-1,

Vu le Code de la voirie routière, notamment l'article L 141-3 ;

Vu la décision de désaffectation du bureau métropolitain en date du 1er octobre 2020

- De prendre acte de la désaffectation de l'emprise précisée en annexe de la présente délibération ;
- De déclasser, en vue d'une autorisation d'occupation temporaire, les immeubles suivants d'une surface totale de 1921 m² du domaine public communal dont les périmètres sont précisément définis en annexe de la présente délibération :
 - AC n° 210 (pour partie)
 - AC n° 253 (pour partie)
 - AC n° 255
 - AC n° 260 (pour partie)
 - AC n° 263 (pour partie)

- D'approuver le projet annexé à la présente délibération d'autorisation d'occupation temporaire, en vue de la constitution d'un parc de stationnements, au profit de la société LACTALIS INVESTISSEMENTS, agissant pour le compte de la Société Laitière de L'Hermitage ;
- De donner délégation à M. le Maire pour signer tous actes se rapportant à l'exécution de cette délibération

(Votants : 27)

Abstention : 4
Contre : 0
Pour : 23

DELIBERATION 2020 - VIII - 05 – PROJET D'EXTENSION DE L'ALSH – ACQUISITION DE LA PARCELLE AB 590 SISE RUE THÉODORE BOTREL - COMMUNE/RENNES MÉTROPOLE - DESIGNATION DU NOTAIRE – DELEGATION AU MAIRE

(Rapporteur : Mme DAOULAS)

Par décision n° 2017-050 en date du 15 novembre 2017, l'agence DECLIC a été retenue pour une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage sur un projet d'extension de l'ALSH communal.

Par délibération n° 2019-X-04 en date du 1^{er} octobre 2019, la commune a confié une mission de maîtrise d'œuvre à un groupement dont le mandataire est le cabinet d'architecture MAGMA 3.0.

Par délibération n° 2019-XII-08 en date du 17 décembre 2019, le projet présenté par la maîtrise d'œuvre au stade APS (avant-projet sommaire) ainsi qu'un plan de financement prévisionnel ont été approuvés par la commune.

Par décision du bureau municipal réuni le 2 juin 2020, le projet présenté par la maîtrise d'œuvre au stade APD (avant-projet définitif) a été approuvé par la commune.

Par délibération n° 2020-IV-13 en date du 16 juin 2020, M. le Maire a été autorisé à déposer une demande de permis de construire, ce qui a été fait le 17 juin 2020.

L'emprise du projet porte sur deux parcelles jouxtant l'entrée de l'école Eugène Allanic :

- AB 425 : maison située au 18 rue Théodore Botrel, propriété communale
- AB 590 : emprise de voirie sise en fond de rue, propriété de Rennes Métropole qui en a constaté la désaffectation par décision du 1^{er} octobre 2020.

Rennes Métropole a accepté de céder à la commune la parcelle AB 590, d'une surface de 140 m², à titre gratuit, s'agissant d'un foncier nécessaire à la réalisation d'un équipement d'intérêt général.

Cette acquisition entraîne de ce fait une mutation de la parcelle du domaine public routier métropolitain vers le domaine public scolaire communal.

Il est proposé au Conseil municipal, après en avoir délibéré :

- D'approuver l'acquisition à titre gratuit de la parcelle AB 590 d'une superficie de 140 m² située au droit du 18 rue Théodore Botrel ;
- De constater la mutation de ladite parcelle du domaine public routier métropolitain vers le domaine public scolaire communal ;
- De désigner l'étude LE CORVIC et LEVIONNOIS, Notaires à Saint-Gilles, pour établir les formalités d'acquisition ;
- De préciser que tous les frais liés à cette acquisition seront à la charge de la commune ;
- De donner délégation à M. Le Maire pour signer tous actes se rapportant à cette décision.

(Votants : 27)

Abstention : 0
Contre : 0
Pour : 27

DELIBERATION 2020 – VIII – 06 – FINANCES PUBLIQUES – CELLULES COMMERCIALES – LOYERS NON PENDANT L'ÉTAT D'URGENCE SANITAIRE– REMISES GRACIEUSES PARTIELLES – DELEGATION AU MAIRE

(Rapporteur : M. ECOLLAN)

Il est rappelé que dans un contexte de restructuration du centre-bourg ayant notamment abouti à la création de la place Saint-Avit, des ensembles immobiliers situés en bordure de cette place ont été réalisés dont certains comportent des locaux commerciaux en rez-de-chaussée.

La commune est propriétaire de trois cellules commerciales dont les locataires sont les suivants :

- l'épicerie fine TERROIR D'ANTAN
- la boulangerie AUX SAVEURS DE MARIE CLAUDE
- le restaurant rapide BURGUR KING

Pendant la période de confinement liée au COVID 19 ainsi que dans la période de retour progressif à une situation plus stable, soit du mois d'avril au mois de juillet 2020, la commune a pris la décision de suspendre l'appel des loyers de ces trois occupants, afin de contribuer à l'effort des pouvoirs publics dans le soutien de la trésorerie des activités professionnelles.

Pour cette période de quatre mois, le montant des loyers non-appelés s'établit comme suit :

- TERROIR D'ANTAN : 3 178.60 € TTC
- AUX SAVEURS DE MARIE CLAUDE : 6 884.92 € TTC
- BURGUR KING : 1 751 € TTC

Il convient à présent de rappeler ces loyers, étant précisé que les débiteurs auront jusqu'au 31 mars 2021 pour régler leur dette et pourront, dans le respect de cette échéance, en adapter les modalités de règlement avec les services de la Trésorerie de Chartres-de-Bretagne.

En outre, compte tenu de l'impact du confinement à proprement parler sur les activités de certains locataires qui se sont vus contraints de fermer temporairement leur commerce, le Conseil municipal propose une remise gracieuse partielle et exceptionnelle sur une partie des loyers qui vont être rappelés, à savoir :

- BURGUR KING : 50 % sur deux mois de loyers, pour une somme totale de 583,67 € TTC

Il est proposé au Conseil municipal, après en avoir délibéré de :

- prendre acte du rappel des quatre mois de loyers des cellules commerciales suspendus pendant la crise sanitaire, et des modalités d'échelonnement qui s'offrent aux débiteurs ;
- approuver la remise gracieuse sur loyer telle que décrite ci-dessus, étant précisé que cette somme fera l'objet d'un mandat à l'endroit du bénéficiaire ;
- donner au maire tout pouvoir pour appliquer ces décisions.

(Votants : 27)

Abstention : 1
Contre : 0
Pour : 26

DELIBERATION 2020-VIII-07 – FINANCES LOCALES – CREANCE ETEINTE – TITRE DE RECETTES IRRECOUVRABLE (Rapporteur : M. ECOLLAN)

L'extinction de créances est proposée au Conseil municipal par le comptable pour les titres de recettes régulièrement émis dont le recouvrement ne peut être poursuivi. Il en est ainsi des créances ou reliquats inférieurs à 30 €, ou de celles qui ne peuvent faire l'objet d'aucun encaissement, du fait de l'insolvabilité du recevable, de sa non localisation ou du refus de visa de poursuite exprimé par l'ordonnateur.

Conformément à la décision de rétablissement personnel présenté par la Commission de surendettement, il est proposé de constater l'extinction de la créance suivante :

| | |
|--------------------------|--------|
| Titre n°2020 R-12020-268 | 9.78 € |
| Titre n°2020 R-22020-269 | 4.89 € |
| Titre n°2020 R-32020-257 | 4.89 € |

Soit un total de 19.56 €

Il est proposé au Conseil municipal, après en avoir délibéré, de :

- décider d'admettre en créance éteinte la créance telle que proposée ci-dessus pour un montant total de 19.56 € ;
- donner délégation à M. le Maire pour signer tous actes se rapportant à l'exécution de cette délibération ;
- préciser que cette dépense sera imputée à l'article 6542 « créances éteintes » prévu à cet effet au budget principal.

(Votants : 27)

Abstention : 0
Contre : 0
Pour : 27

INFORMATION - DELEGATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

RAPPORT DES DECISIONS PRISES PAR LE MAIRE EN VERTU DES DELEGATIONS CONSENTIES PAR LE CONSEIL MUNICIPAL - ARTICLE L.2122-23 DU C.G.C.T.

Le Conseil municipal prend acte des décisions, contrats, conventions et marchés suivants signés par M. le Maire :

➤ Décisions :

1. N°2020-012 – Transfert de crédits du chapitre 022 Dépenses imprévues

➤ Contrats et marchés :

1. RECTO VERSO – 10 carnets signalement et 5 carnets évènements – 327.00
2. JARDIMAN – Remorque radar pédagogique – 596.95
3. MONTAUBAN TK – Fleurissement – 1 854.00
4. MANUTAN COLLECTIVITES – Mobilier Mairie – 31 024.36
5. KERAVIS – Terrain de boule Complexe sportif – 5 820.00
6. KERAVIS – Terrain de boule Parc du Rocher – 1 200.00
7. SAUR – Dépose branchement rue Th Botrel – 687.71
8. KERAVIS – Aménagement pour camion repurgation Lotissement Fauconnière – 718.00
9. REXEL – Sèche linge Ecole maternelle – 566.48
10. MENON BURO – Boxx pan coupé Mairie – 627.00
11. TERTRONIC – Supports unités centrales et fixation écrans Mairie – 680.00
12. DESAUTEL – Protection incendie Mairie – 1 221.35
13. CDG35 – Diagnostic Flash du service informatique et des ressources numériques – 3 096.00
14. ST GILLES PV – Clôture éco pâturage rue de la Perrière – 985.12
15. GRDF – Suppression branchement gaz rue Th Botrel – 5 078.66
16. COMPTOIR DE BRETAGNE – Divers fournitures restaurant municipal – 484.20
17. MISSENERD CLIMATIQUE – Remplacement ventilateur aérotherme Dojo - 860.54
18. MANUTAN COLLECTIVITES – Complément mobilier Mairie – 1 244.36
19. SPIE – Pose et dépose illuminations de Noël – 6 922.00

L'ordre du jour étant épuisé, M. le Maire clôt la séance à 21h 50.

A L'HERMITAGE, le 09 octobre 2020.

Le Maire,
André CHOUAN

